

DANS L'ACTUALITE du 31 mars au 10 avril 2017

Textes officiels

JORF n° 0085 du 9 avril 2017

Relèvement à 15 euros du seuil réglementaire de mise en recouvrement des créances non fiscales des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

[Décret n° 2017-509 du 7 avril 2017 modifiant l'article D. 1611-1 du code général des collectivités territoriales](#)

Modification de diverses dispositions du code forestier

[Décret n° 2017-512 du 7 avril 2017 modifiant diverses dispositions du code forestier et du code rural et de la pêche maritime](#)

JORF n° 0084 du 8 avril 2017

Décisions n° 2017-008 du 1er février 2017 portant règlement du différend entre la région Nouvelle-Aquitaine et SNCF Mobilités

[Décision n° 2017-008 du 1er février 2017 portant règlement du différend entre la région Nouvelle-Aquitaine et SNCF Mobilités relatif aux prestations rendues dans les gares de voyageurs par SNCF Gares & Connexions](#)

[Décision n° 2017-018 du 22 février 2017 portant règlement du différend entre la région Nouvelle-Aquitaine et SNCF Réseau relatif aux prestations rendues dans les gares de voyageurs](#)

JORF n° 0083 du 7 avril 2017

Modification des dispositions du code de justice administrative relatives à l'exécution des décisions de justice

[Décret n° 2017-493 du 6 avril 2017 modifiant le code de justice administrative \(partie réglementaire\)](#)

Modification des dispositions réglementaires relatives aux instances ordinales pour la profession d'architecte

[Décret n° 2017-495 du 6 avril 2017 portant diverses dispositions relatives à l'organisation de la profession d'architecte](#)

JORF n° 0080 du 4 avril 2017

Création d'un téléservice dénommé « Chorus Portail Pro

[Arrêté du 9 mars 2017 modifiant l'arrêté du 17 avril 2014 portant création d'un téléservice dénommé « Chorus Portail Pro » permettant la gestion des mémoires de justice](#)

JORF n° 0077 du 31 mars 2017

Modification de plusieurs dispositions dans le domaine du patrimoine

[Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables](#)

Liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession

[Arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession](#)

Circulaire

[Circulaire du 23 mars 2017 de présentation des dispositions de l'ordonnance n° 2017-303 du 9 mars 2017 relative aux actions en dommages et intérêts du fait des pratiques anticoncurrentielles et du décret d'application n° 2017-305 du 9 mars 2017](#)

Jurisprudence

La décision d'admettre un soumissionnaire doit pouvoir faire l'objet d'un recours juridictionnel autonome

[CJUE 5 avril 2017, aff. C-391/15](#)

La loi Littoral s'applique directement aux autorisations d'urbanisme

[CE 31 mars 2017 SARL Savoie Lac Investissements, req. n° 392186](#)

Intérêt à agir d'une association contre une décision relative à l'occupation ou l'utilisation des sols

[CE 29 mars 2017 association " Garches est à vous ", req. n° 395419](#)

Compétence du juge du contrat pour connaître d'un recours contre une décision refusant de renouveler un contrat administratif

[CE 29 mars 2017 Office national des forêts, req. n° 403257](#)

Demandes de précisions et de justifications en cas d'offre anormalement basse

[CE 27 mars 2017 société Daufin Construction Métallique, req. n° 394664](#)

Les principes de l'arrêt « SMIRGEOMES » ne s'appliquent pas dans le cadre des recours « Tropic »

[CAA Marseille 27 mars 2017 société Rapides Côte d'Azur, req. n° 16MA00398](#)

Vu par ailleurs

Contrats publics

Marché public simplifié : coup d'accélérateur pour les contrats de l'Etat

[Un candidat n'a plus à fournir dans le cadre de sa candidature à un marché public de l'Etat les certificats relatifs au paiement d'impôts, de taxes et de cotisations sociales. Un arrêté publié au « Journal officiel » du 31 mars lui simplifie la vie en ce sens.](#)

Source : le Moniteur du 05/04/2017

Ecart de prix : indice et non justification d'une offre anormalement basse !

[Un arrêt du 30 mars permet au Conseil d'Etat de préciser les règles en matière d'offres anormalement basses \(OAB\) dans le cadre de la nouvelle réglementation en matière de marchés publics. En l'espèce, se posait la question de savoir si un écart de prix de 30% entre deux offres pouvait à lui seul constituer le caractère irrégulier d'une OAB.](#)

Source : localtis.info du 05/04/2017

Facturation électronique : le secteur public garde la main sur les données pendant au moins dix ans

[Le régime de conservation des données à caractère personnel des factures dématérialisées sur le portail « Chorus Pro » est désormais connu. Un arrêté publié au « Journal officiel » du 4 avril le précise.](#)

Source : le Moniteur du 04/04/2017

Réforme des marchés publics : un an après son entrée en vigueur, des évolutions se préparent

[Présente lors de la 176e session d'études \(29 et 30 mars 2017\) de l'Association pour l'achat dans les services publics \(Apasp\), Aude Lambotin, adjointe au chef du bureau de la réglementation à la Direction des affaires juridiques \(DAJ\) de Bercy, est venue apporter des précisions sur l'évolution de la réforme de 2016.](#)

Source : localtis.info du 04/04/2017

Publication de l'arrêté du 29 mars 2017 précisant les modalités du dispositif « dites-le nous une fois » pour les acheteurs de l'Etat et de ses établissements publics

[Accéder à la Fiche explicative de l'arrêté du 29 mars 2017](#)

Source : DAJ du 30/03/2017

Urbanisme

Décret patrimoine et monuments historiques : les mesures impactant l'urbanisme décodées

[Les demandes d'autorisation d'urbanisme et le régime des travaux doivent dorénavant respecter les nouvelles dispositions applicables aux abords des monuments historiques et des sites patrimoniaux remarquables.](#)

Source : le Moniteur du 07/04/2017

Viparis investit 100 millions d'euros dans la création d'un nouveau centre de congrès

[Dans le cadre de la rénovation du Parc des expositions de la Porte de Versailles, à Paris, Viparis, filiale de la Chambre de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France et du groupe Unibail-Rodamco, crée le plus grand centre de congrès d'Europe dans le hall 7 entièrement restructuré par l'agence Valode et Pistre.](#)

Source : le Moniteur du 07/04/2017

Promesse tenue pour l'Anru I

[A l'occasion de la remise de son deuxième rapport, l'Observatoire national de la politique de la ville est revenu sur le déploiement du programme national de rénovation urbaine, entre 2003 et 2013. Au 31 décembre 2015, 97% des opérations programmées ont été lancées.](#)

Source : le Moniteur du 06/04/2017

Loi Montagne : le décret réformant les unités touristiques nouvelles en consultation

[Le public a jusqu'au 19 avril 2017 inclus pour apporter ses observations au projet de décret réformant le régime applicable aux unités touristiques nouvelles.](#)

Source : le Moniteur du 03/04/2017

Loi LCAP : le décret patrimoine et monuments historiques publié

[Les demandes d'autorisation d'urbanisme et les déclarations préalables de travaux déposées à compter du 1er avril devront prendre en compte les nouvelles dispositions applicables aux abords des monuments historiques et des sites patrimoniaux remarquables.](#)

Source : le Moniteur du 31/03/2017

Environnement

Eolien offshore: Royal débloque le dossier du parc de l'Île d'Oléron

[A deux reprises, Ségolène Royal, la ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, a confirmé la réalisation du parc offshore au large de l'île d'Oléron \(Charente-Maritime\): le 23 novembre dernier tout d'abord en l'inscrivant dans un nouvel appel d'offres et le 22 mars au Salon Seanergy du Havre.](#)

Source : le Moniteur du 07/04/2017

Réforme de l'autorisation environnementale : le projet de loi de ratification de l'ordonnance présenté en Conseil des ministres

[Ségolène Royal a présenté en Conseil des ministres ce 5 avril le projet de loi de ratification de l'ordonnance relative à l'autorisation environnementale.](#)

Source : localtis.info du 05/04/2017

Collectivité territoriale

Les montants 2017 des dotations aux collectivités territoriales sont en ligne

[La direction générale des collectivités locales \(DGCL\) a publié, le 6 avril, les montants des dotations de l'Etat pour 2017 de l'ensemble des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale \(EPCI\) à fiscalité propre.](#)

Source : localtis.info du 07/04/2017

Les travaux de l'extension en mer de Monaco démarrent sur le port de Marseille

[Bouygues Travaux publics s'apprête à installer, au cœur du port de Marseille, ses installations de construction des caissons qui serviront de socle à un nouveau quartier de Monaco, construit sur la mer.](#)

Source : le Moniteur du 06/04/2017

L'état des autoroutes concédées reste stable

[L'état des chaussées des autoroutes concédées est resté « satisfaisant » et stable sur la période 2012-2015, selon un courrier de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer \(DGITM\) aux concessionnaires autoroutiers.](#)

Source : le Moniteur du 03/04/2017

Vu dans les revues

AJDA n° 12-2017 du 3 avril 2017 p.684, *Le BEA « culturel » ne peut bénéficier qu'aux associations soumises à la loi du 9 décembre 1905*, conclusions Olivier Henrard

AJDA n° 12-2017 du 3 avril 2017 p.690, *Un parfum de liberté – Ou comment transiger sur les conséquences d'une rupture des pourparlers*, par Guylain Clamour

AJDA n° 12-2017 du 3 avril 2017 p.694, *Contentieux des ICPE et opposabilité des règles d'urbanisme*, par Jean-Charles Rotoullié

CP Environnement et nuisances Bulletin n° 465 –avril 2017 p.1 ; *Loi biodiversité : publication de huit décrets d'application*, par Olivier Cizel et Gaëlle Guyard